

Repousser toutes les coteries, tous les partis, toutes les ambitions qui menacent la souveraineté populaire dont la forme républicaine est l'expression ;

Gouverner la République avec des hommes sincèrement attachés à la République ;

Chercher les alliances dont toute nation a besoin au-dehors d'elle-même, dans la communauté des principes et des intérêts politiques.

C'est une grande erreur de croire que l'ordre soit inconciliable avec la République. La démocratie constituée enfante, au contraire, l'autorité la plus forte qu'on puisse supposer dans un gouvernement, mais en même temps l'autorité la plus progressive, la plus conforme à la raison. Savez-vous où réside l'anarchie ? Momentanément, dans la révolution, parce que la révolution étant un passage de la servitude à la liberté, a les inconvénients de l'une, et ne fait que promettre les fruits de l'autre ; mais encore plus dans la contre-révolution, qui est un autre passage vers le despotisme, et enfin dans le despotisme lui-même, monarchique ou aristocratique, surtout chez une nation trop intelligente et trop raisonneuse pour que la compression des idées, des sentiments ou des intérêts ne soit pas, chez elle, une force toujours contestée et à chaque instant menacée.

Ce n'est pas un moindre préjugé d'affirmer que la libre propagande des idées doive conduire à l'étouffement des notions morales qui président à l'existence des sociétés. Ces notions morales ont, au contraire, leur source et leur garantie de durée, dans l'acceptation volontaire des esprits, dans les croyances et dans les mœurs. Il en est ainsi, notamment des notions religieuses ; la plus élevée de toutes, la notion catholique, reconnaît pour sa base d'autorité le consentement antique et permanent du genre humain, et l'histoire témoigne que la liberté de la foi et de l'Eglise a bien plus trouvé d'obstacles dans les pouvoirs despotiques et oppresseurs, que dans les erreurs momentanées des peuples libres.

Pourquoi donc sommes-nous inquiets et troublés ? Est-ce que le parti qui s'appelle de l'Ordre ne domine pas dans toutes les branches de l'autorité ? Il a la majorité parlementaire et dicte ses vues au pouvoir exécutif. Le parti opposé est courbé sous le genou qu'il lui tient sur la poitrine ; et, vis-à-vis de ceux qui ont contre lui la liberté de l'état de siège, la liberté des arrestations préventives, la liberté des conseils de guerre, il n'a plus même la liberté de la plainte. La République est comme un jeune héritier remis entre les mains des collatéraux, qui déjà s'écrient qu'il n'est pas né viable, afin de faire trouver